

Unité Départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 24/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COTAC FRANCE SARL

5, Boulevard du Midi
76000 ROUEN

Références : UDRD.2023.10.ET.634.SB.BrJ
Code AIOT : 0005801303

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2023 dans l'établissement COTAC FRANCE SARL implanté 5, Boulevard du Midi 76000 ROUEN. Cette partie « Contexte et Constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans la cadre du programme de suivi des installations classées 2023, l'inspection s'est rendue de façon inopinée sur le site de la société COTAC France (filiale du groupe HOYER) à ROUEN, le 6 septembre 2023 accompagné par un laboratoire pour effectuer un contrôle sur les eaux de rejets résiduelles du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COTAC FRANCE SARL
- 5, Boulevard du Midi 76000 ROUEN
- Code AIOT : 0005801303
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COTAC est autorisée par arrêté préfectoral du 10 mai 1981 complété notamment par les arrêtés préfectoraux du 18 février 1994 et 18 novembre 2002 à exploiter une station de lavage de camions citernes et de grands récipients pour vrac (rubrique n° 2795 de la nomenclature des installations classées) sur son site situé au n° 5, boulevard du Midi à Rouen.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification de certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 10 mai 1981 modifié et complété notamment par l'arrêté préfectoral du 18 février 1994, à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sur la thématique surveillance des rejets résiduels ainsi qu'à l'arrêté ministériel du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires à supprimer (notamment le nonylphénol).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesure de bruit	Arrêté Préfectoral du 10/05/1981, article 4 et 8	/	Mise en demeure , respect de prescription	3 mois
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/05/1981, article 11, 13 et 14	/	Mise en demeure , respect de prescription, Lettre de suite préfectorale demande n° 1	1 mois 1 mois
5	Lutte contre la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 18/02/1994, article III-9	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 2	1 mois
6	Élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/05/1981, article 26	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 3	1 mois
7	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 18/02/1994, article III.2	/	Mise en demeure , respect de prescription, Lettre de suite préfectorale demande n° 4 et demande n° 5	3 mois dès notification 1 mois
8	Exploitation de la station de lavage	Arrêté Préfectoral du 10/05/1981, article 30 et 32	/	Mise en demeure , respect de prescription	3 mois
10	Valeurs limites de rejets	Arrêté Préfectoral du 18/11/2002, article 4	/	Mise en demeure , respect de prescription	1 mois
11	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 18/11/2002, article 5	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 6	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 7	Dès notification
14	Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 8	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 18/02/1994, article II	/	Sans objet
4	Lutte contre la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 10/05/1981, article 16	/	Sans objet
9	Condition de rejets	Arrêté Préfectoral du 18/11/2002, article 3	/	Sans objet
12	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que les installations, notamment de la station d'épuration sont vieillissantes et notamment les cuves de stockages des effluents présentent de la corrosion, et des traces de fuite.

L'inspection a ainsi mis en évidence **5 non-conformités réglementaires** suivantes :

- absence de mesure des niveaux d'émissions sonores des installations ;
- absence d'intervention sur les installations électriques du site suite aux observations relevées lors du dernier contrôle périodique ;
- absence d'entretien des installations de la station d'épuration, notamment des cuves de stockage des effluents ;
- absence de cuvette de rétention étanche au droit de la cuve de stockage de sulfate d'alumine ;
- présence de nonylphénols dans les eaux de rejets résiduaire.

Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ces points.

De plus, il est aussi attendu de la part de l'exploitant une attention particulière sur l'état et le suivi de l'exploitation de ses installations (plafond du laboratoire à remettre en place, rendre accessibles 3 extincteurs, nettoyage du canal venturi et redressement de la lame versante, analyse régulière sur les eaux de rejets dans le réseau collectif via un débourbeur/déshuileur, etc.).

Enfin, concernant le porter-à-connaissance relatif aux travaux de modernisation de l'atelier de lavage des grands récipients en vrac (GRV) transmis après la visite par courriel du 12 septembre 2023, les modifications revêtent un caractère notable mais non substantiel des éléments du dossier d'origine de demande d'autorisation initiale (du 11 février 1981) au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement et ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/1994, article II			
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations			
Prescription contrôlée : La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est mise à jour suite au changement de la nomenclature. Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.			
Constats : L'inspection a passé en revue les rubriques de la nomenclature des installations classées en vigueur concernées par les activités du site reprises dans le tableau suivant :			
Rubrique	Désignation des activités	Caractéristique / Capacité autorisée	régime
2795	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10 ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant supérieur ou égale à 20 m³/j.	Estimation à 50 lavages journaliers avec une consommation de 3 à 3,5 m³ d'eau par lavage. Soit une quantité d'eau maximale mise en œuvre de : 168 m³/j	A
2910-A-2	Combustion (...) Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou e mélange, du gaz naturel (...) si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 1. supérieur ou égale à 1 MW, mais	Chaudière au gaz puissance thermique totale de 2,6 MW	DC

	inférieur à 20 MW.		
2564-1-c	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques (...). 1.Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : c) supérieur à 200 litres mais inférieur ou égal à 1500 litres pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques	1 fontaine de dégraissage de 100 litres	NC
47xx	substances nommément désignées inflammables, comburantes ou dangereuse pour l'environnement	-	NC

L'inspection constate que la fontaine de dégraissage de 200 litres a été remplacée par une fontaine de 100 litres sans solvants dans l'atelier de maintenance du matériel (moteur...).

La rubrique n° 1432-2 a été supprimé par décret n° 2014-285 du 03/03/2014. L'inspection constate la présence de la cuve aérienne de 6000 litres contenant du gasoil (FOD) sur le site.

L'inspection constate la présence de containers stockés sur 2 étages sur la plateforme de stockage ainsi qu'un auvent de stockage et d'entretien de conteneurs (travaux actés par l'inspection par courrier du 26 août 2019). Ces containers sont vides et lavés et donc exempts de matières et déchets dangereux.

En 2020, l'exploitant avait informé l'inspection du remplacement des 2 chaudières au gaz pour une puissance thermique totale maximale de 2,6 MW.

L'inspection constate des travaux dans le bâtiment de nettoyage des GRV (grand récipient en vrac).

L'exploitant explique que les GRV sont nettoyés manuellement par le personnel et qu'il envisage d'automatiser l'activité avec une machine de nettoyage au solvant qui fonctionnera en circuit fermé avec une recirculation des eaux de lavages avant rejet dans la step du site.

Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel le 12 septembre 2023, un porter-à-connaissance relatif aux travaux de rénovation de l'atelier et de modernisation du système de lavage des récipients. Ce nouveau dispositif fonctionnera en milieu confiné avec rejet de l'air à l'extérieur via deux extracteurs (avec filtre à charbon actif) et l'eau solvantée sera réutilisée sur plusieurs cycles avant d'être rejetées et traitées dans la step du site diminuant ainsi la quantité d'eau et de solvant consommés. L'inspection note que cette modernisation du système de lavage n'engendrera pas de nuisances supplémentaires par rapport à la situation actuelle en tant qu'elle ne s'accompagne d'aucune augmentation des capacités de traitement, ni d'augmentation des stockages de solvant sur le site et que les rejets devront continuer de se conformer aux VLE en vigueur.

Ces modifications demandées par l'exploitant revêtent un caractère notable mais non substantiel des éléments du dossier d'origine de demande d'autorisation initiale (du 11 février 1981) au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement et ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : prise d'acte des modifications.

N° 2 : Mesure de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/1981, article 4 et 8
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite des niveaux de bruits
Prescription contrôlée : L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. Les niveaux de bruit maxima en limite de propriété devront être inférieurs à : 65 dB(A) entre 7h et 20 h ; 60 dB(A) entre 6h et 7h et entre 20h et 22h ainsi que les dimanches et jours fériés ; 55 dB(A) entre 22h et 6h.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant n'a pas réalisé de mesure de bruit de son site. Le rapport d'estimation de l'exposition au bruit en date du 16 mai 2019 présenté par l'exploitant correspond à une étude de bruit dans l'entreprise demandée par la médecine de travail et ne permet pas de s'assurer que les installations ne sont pas à l'origine de bruits susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage. L'exploitation précise que le site fonctionne de 6 h à 22 h et qu'il n'y a aucune activité la nuit sur le site. Écart réglementaire n° 1 : le fait de ne pas réaliser de mesures périodiques de bruit de ses installations ne permet pas de s'assurer du respect des niveaux de bruit maximal en limite de propriété constitue un non-respect de l'article 8 «lutte contre le bruit» de l'arrêté préfectoral du 10 mai 1981 modifié. L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-maritime de mettre en demeure la société COTAC de respecter l'article 8 <u>dans un délai de 3 mois</u> en réalisant une mesure des niveaux de bruit en limite de propriété en période d'exploitation du site (de 6h à 22h). Le rapport sera transmis à l'inspection, accompagné le cas échéant de mesures correctives en cas de dépassement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/1981, article 11, 13 et 14
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodiques
Prescription contrôlée : Un réseau d'extincteurs homologués, convenablement répartis et facilement accessibles sera installé. Il comprendra des extincteurs portatifs et des extincteurs sur roues. Ceux -ci seront régulièrement vérifiés par un technicien compétent. Des consignes de lutte contre l'incendie seront établies. Elles indiqueront succinctement les conduites à tenir et les personnes à alerter lors d'un début d'incendie. L'installation électrique de l'établissement sera conforme à la norme NFC 15.100. Elle sera entretenue en bon état et périodiquement vérifiée par un technicien compétent.

Constats :

L'inspection constate la présence d'un poteau incendie à l'intérieur du site qui est vérifié périodiquement dont le rapport conclut que le poteau est utilisable en l'état.

Les extincteurs sont vérifiés périodiquement : le rapport indique que 3 extincteurs situés dans le garage BAIS et à l'étage au niveau des vestiaires du bâtiment GRV n'ont pas pu être vérifiés en raison de leur inaccessibilité.

Le système de désenfumage, la chaudière, l'éclairage de sécurité sont vérifiés également périodiquement.

Les installations électriques sont vérifiées périodiquement, dont le dernier rapport en date du 27 octobre 2022 relève 29 observations qui n'ont pas été levées par l'exploitant.

Écart réglementaire n° 2 : le fait de ne pas lever les observations relevées lors du contrôle des installations électriques ne permet pas de garantir un bon état des installations électriques du site et constitue un écart à l'article 14 « lutte contre l'incendie » de l'arrêté préfectoral du 10 mai 1981 modifié.

L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-maritime de mettre en demeure la société COTAC de respecter l'article 14 dans un délai d'un mois en réalisant les travaux nécessaires afin de lever les observations relevées dans le rapport de vérification des installations électriques du site en date du 27 octobre 2022. Le prochain rapport de vérification des installations au titre de l'année 2023 sera transmis à l'inspection, accompagné d'un programme préventif de suivi des installations électriques.

Demande n° 1 : l'exploitant rend accessibles les 3 extincteurs identifiés qui n'ont pas pu être contrôlés et réalise au plus tard sous un délai d'un mois, leur contrôle dont le rapport sera transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, demande n° 1 Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois / 1 mois

N° 4 : Lutte contre la pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/1981, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Vérifications des dispositifs de captation des vapeurs et gaz

Prescription contrôlée :

Les gaz et vapeurs émis pendant le dégazage et le nettoyage des citernes seront captés, condensés et envoyés vers la station d'épuration des eaux résiduaires.

Constats :

L'inspection constate la présence d'un dispositif de captage des gaz et vapeur équipé de détecteurs de gaz fixes dans la chaufferie et sur les 3 pistes de lavage, vérifiés périodiquement. La dernière visite date du 23 mars 2023 et les rapports ne relèvent aucune observation. Il est toutefois noté que le capteur point bas de la piste n° 2 est souvent hors service. Cependant, le bureau de contrôle préconise sa suppression en justifiant la difficulté de le maintenir en bon état de marche et la présence d'un autre capteur à proximité entre les 2 pistes de lavages n° 2 et n° 1 apparaissant comme suffisant.

Les détecteurs de gaz portatifs font aussi l'objet d'une vérification périodique dont le rapport conclut sur le bon fonctionnement des appareils.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Lutte contre la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/1994, article III-9
Thème(s) : Autre, Rejet des eaux pluviales et de ruissellement
Prescription contrôlée : Le rejet des eaux pluviales ne contiendra pas plus de 5 mg/L d'hydrocarbures.
<p>Constats : L'inspection constate que les eaux pluviales et de ruissellement sont captées et dirigées vers le réseau d'eau pluviale collectif via un débourbeur/déshuileur qui est nettoyé et curé régulièrement par un organisme compétent, à l'appui les bordereaux de suivi de déchets (code déchet 13 05 02 *) attestant de l'élimination dans les filières appropriées.</p> <p>Toutefois, l'inspection constate qu'aucune analyse des rejets aqueux en sortie du débourbeur/déshuileur n'est réalisée afin de s'assurer du respect de la valeur limite en hydrocarbure fixée à 5 mg/L.</p> <p><u>Demande n° 2 :</u> l'exploitant réalise <u>au plus tard sous un délai d'un mois</u> une analyse des eaux pluviales en sortie du débourbeur/déshuileur avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales collectif. Le rapport sera transmis à l'inspection, accompagné le cas échéant des mesures correctives en cas de dépassement de la valeur limite.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/1981, article 26
Thème(s) : Situation administrative, Evacuation des boues
Prescription contrôlée : Les boues issues de la floculation et du lit bactérien, après passage au filtre presse seront évacuées par une entreprise spécialisée. (...) Les boues issues du décanteur déshuileur seront envoyées dans un centre de traitement spécialisé.
<p>Constats : L'inspection constate que les bassins sont périodiquement curés et nettoyés, preuve à l'appui les BSD dans Tracksdéchets (boues huileuses ou d'écémage code déchet 16 07 09*, les boues de curage des bassins code déchet 16 07 08*,) et le BSD des déchets de dégrillage (code déchet 19 08 01) éliminées vers les filières appropriées. L'exploitant n'a pas pu présenter le jour de l'inspection, les bordereaux de suivi sur les boues de station déshydratées et les résidus d'égouttures.</p>

Demande n° 3 : l'exploitant transmet <u>au plus tard sous un délai d'un mois</u> son registre chronologique des déchets sortants pour les boues de station déshydratées et les résidus d'égouttures au titre de l'année 2022 afin de s'assurer des filières d'élimination appropriées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/1994, article III.2
Thème(s) : Autre, Prévention de la pollution de l'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des installations sera conçu, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, déversement de manière dangereuse ou insalubre vers le milieu naturel ou d'infiltration dans le sol.</p> <p>Le sol des aires de lavage sera étanche, incombustibles et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (eaux de lavage...) soient :</p> <ul style="list-style-type: none"> • drainés vers une capacité de rétention avant rejet au réseau collectif pour les seuls effluents de lavage de citernes ayant contenu des produits alimentaires ; • drainés vers la station de prétraitement pour tous les autres effluents.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les installations de la station d'épuration sont vétustes et en mauvais état : notamment la présence de corrosion et de fuites sur les cuves (datant de 1998 selon les dires de l'exploitant) de stockage des effluents (de déchets dangereux) issus du lavage des citernes. Dans le laboratoire de la step, l'inspection constate la présence de bâches plastiques sur les armoires électriques, et le manque de plaque du plafond : suspicion de fuite d'eau du toit. L'exploitant confirme avoir eu une fuite d'eau due aux chéneaux mais précise que des travaux de réparation d'étanchéité ont été réalisés en 2023 et qu'il n'y a plus de fuite d'eau, preuve à l'appui la facture de mai 2023.</p> <p>L'inspection constate la présence de végétation (feuilles) dans les cuves de stockage dû à l'absence d'entretien des arbres à proximité.</p> <p>L'ensemble des installations n'est pas correctement entretenu de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident de déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.</p> <p>Écart réglementaire n° 3 : le fait de ne pas entretenir les installations de la station d'épuration des effluents issue du lavage de citerne favorise un déversement de manière dangereuse ou insalubre vers le milieu naturel ou d'infiltration dans le sol et constitue un non-respect de l'article III.1 « pollutions accidentelles » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 1994.</p> <p>L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-maritime de mettre en demeure la société COTAC de respecter l'article III.1 <u>dans un délai de 3 mois</u> en réalisant un contrôle sur les cuves afin de garantir leur solidité et leur étanchéité. Le rapport sera transmis à l'inspection, accompagné d'un plan préventif des actions à mener pour s'assurer et garantir le bon état des cuves.</p>

Dans le cas où la solidité et l'étanchéité des cuves seraient remises en cause, le rapport sera également accompagné d'un plan des actions correctives (travaux de réfection des cuves, stockage provisoire des effluents...) envisagées et devront être mises en œuvre, avec échancier pour qu'il ne puisse y avoir de déversement de matière dangereuse ou insalubre vers le milieu naturel ou d'infiltration dans le sol. En tout état de cause, la solidité et l'étanchéité des cuves de stockage doivent être garanties au plus tard sous un délai de 6 mois..

Demande n° 4 : l'exploitant procède **dès à présent** à la remise en état du plafond et à l'enlèvement des bâches plastiques sur les armoires électriques dans le local laboratoire afin de prévenir tout risque d'incendie.

Demande n° 5 : l'exploitant procède **au plus tard sous un délai d'un mois** à l'élagage des arbres à proximité des cuves de stockage afin d'éviter tout risque d'endommagement des cuves.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Exploitation de la station de lavage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/1981, article 30 et 32

Thème(s) : Risques accidentels, Produit et cuvette de rétention

Prescription contrôlée :

Un registre sera ouvert dans lequel seront notés les numéros des citernes lavées, l'entreprise propriétaire et la nature exacte des produits qu'elles contenaient. Les réservoirs de réactifs de la station d'épuration seront implantés dans des cuvettes de rétention étanches.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant utilise un logiciel permettant d'identifier les numéros des citernes lavées, des propriétaires et de la nature des produits en fonction du code d'utilisation de la citerne réceptionnée.

L'inspection constate que la cuve de stockage de sulfate d'alumine n'est pas sur rétention étanche.

Écart réglementaire n° 4 : le fait de ne pas implanter dans une cuvette de rétention étanche, la cuve de stockage de sulfate d'alumine constitue un non-respect de l'article 32 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 1981 modifié.

L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-maritime de mettre en demeure la société COTAC de respecter l'article 32 **dans un délai de 3 mois** en mettant sur rétention la cuve de stockage de sulfate d'alumine.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Condition de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2002, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de rejet au réseau d'assainissement public
Prescription contrôlée : Le dispositif de rejet au réseau d'assainissement public des effluents ayant été traités par la station physico-chimique doit être aménagé de manière à permettre la mesure du débit et le prélèvement en continu d'échantillons représentatifs des rejets. Ce dispositif doit être commodément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations. La canalisation existant entre le bassin n° 6 et le réseau d'évacuation des eaux pluviales doit être obturée.
Constats : L'inspection constate la présence d'un canal venturi et d'un préleveur automatique permettant ainsi la mesure du débit et le prélèvement en continu d'échantillon représentatif. L'inspection était accompagnée d'un laboratoire extérieur afin de réaliser un contrôle inopiné sur les eaux de rejets résiduaires. Le laboratoire a eu facilement accès au dispositif pour réaliser les mesures et prélèvement d'échantillon sur 24 h. Le site est agréé SRR (Suivi Régulier des Rejets) par l'agence de l'eau qui réalise périodiquement un diagnostic de fonctionnement des dispositifs de suivi régulier des rejets ou de mesures de la pollution évitée par un ouvrage de dépollution industriel des installations qui n'a relevé aucune non-conformité en 2022 sauf toutefois la remarque sur la vétusté des cuves de stockage (cf. constat précédent).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2002, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites de rejets
Prescription contrôlée : Les effluents de lavages des citernes doivent être rejetés dans le réseau d'assainissement public par un unique exutoire en sortie de station d'épuration. Les eaux de lavages en sortie de la station de prétraitement doivent respecter les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">• débit maximal instantanée : 36 m³/h ;• débit moyen maximal pendant 24 heures consécutives : 210 m³/j ;• pH compris entre 5.5 et 8.5 ;• Température inférieure à 30°C.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant respecte bien les fréquences de mesures et que le débit moyen maximal de 210 m ³ par jour est respecté. Toutefois, l'inspection note des dépassements récurrents sur le dichlorométhane depuis novembre 2022 ainsi que la présence de nonylphénols (mesurés à 22,5 µg/L à titre indicatif la Limite de quantification LQ est à 0,1 µg/L). L'inspection constate que l'exploitant n'a pas transmis et n'a pas mis en place un programme d'actions de suppression des nonylphénols comme demandé dans le courrier en date du 1er février 2021 par l'inspection.

Il est rappelé que les nonylphénols sont des substances dangereuses prioritaires et qu'elles doivent faire l'objet d'un arrêt ou d'une suppression progressive, au plus tard 20 ans après sa date d'inscription (au 20 novembre 2001) dans la liste des substances prioritaires annexée à l'arrêté du 8 juillet 2010 (établissant la liste des substances prioritaires et fixant les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, écoulements, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses visées à l'article R. 212-9 du code de l'environnement), soit à compter du 20 novembre 2021.

Écart réglementaire n° 5 : le fait de détecter des nonylphénols dans les eaux de rejets résiduaire constitue un non-respect de l'annexe de l'arrêté ministériel du 8 juillet 2010 modifié.

L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-maritime de mettre en demeure la société COTAC de respecter l'annexe **dans un délai d'un mois** en transmettant un programme d'actions de suppressions des nonylphénols dans les eaux de rejets résiduaire accompagné d'un échéancier. En tout état de cause, les analyses sur les eaux de rejets résiduaire ne devront plus détecter la présence de nonylphénols au plus tard sous un délai de 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2002, article 5

Thème(s) : Situation administrative, Respect du programme de surveillance

Prescription contrôlée :

Les résultats des mesures doivent être transmis mensuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de la liste des produits lavés la veille et le jour de la mesure, de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mise en œuvre ou envisagées. (...). la surveillance doit être réalisée à la sortie de l'établissement, avant mélange avec d'autres effluents.

Constats :

Les résultats sont bien transmis mensuellement via la plate-forme GIDAF à l'inspection. Toutefois, la liste des produits lavés la veille et le jour de la mesure sur les rejets aqueux n'est pas précisée.

Demande n° 6 : l'exploitant renseigne dans GIDAF **au plus tard sous un délai d'un mois**, les produits lavés la veille et le jour de la mesure des rejets aqueux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Pose matériel
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : L'inspection constate que le laboratoire a pu correctement installer son matériel notamment son préleveur automatique sur l'emplacement prévu. Le point de prélèvement ne s'effectue pas tout à fait au même endroit que là où est fait le prélèvement de l'exploitant mais dans le même canal de déversement. A l'issue des 24 heures, le débit mesuré est d'environ 50 m ³ , mais il n'a pas permis de recueillir un volume suffisant d'échantillon pour réaliser les analyses complètes, le débit ayant été estimé la veille à 75 m ³ . Toutefois, l'exploitant a pu utiliser l'échantillon suffisant pour son autosurveillance (hebdomadaire). Un nouveau contrôle inopiné est donc à reprogrammer par le laboratoire avant la fin de l'année.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Positionnement point de prélèvement
Prescription contrôlée : Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection constate que l'emplacement du point de prélèvement est situé en aval du canal venturi avant rejet dans le réseau d'assainissement collectif (relié à la station d'épuration urbaine Emeraude). L'ouvrage est accessible en toute sécurité et adapté à la charge polluante. Pour mesurer les volumes rejetés et le débit instantané du rejet, un débitmètre par sonde à ultrasons est installé sur la canalisation de rejet des effluents avant le canal venturi. Cette sonde n'est pas équipée de protection vis-à-vis du soleil. Toutefois, le suivi métrologique est correctement réalisé. L'inspection constate la présence importante de boue (particules floculées) dans le fond du canal, due à la chaleur selon les dires de l'exploitant mais qui n'aurait pas d'influence selon le laboratoire de contrôle, le prélèvement s'effectuant en aval du canal dans un bassin de déversement. Toutefois, avant le démarrage du prélèvement, l'exploitant procède rapidement à l'évacuation partielle de la boue qui précise effectuer un nettoyage régulier du canal venturi, au moins une fois par jour.

<u>Demande n° 7 :</u> l'exploitant ouvre dès à présent un registre de suivi de l'entretien du canal venturi et s'assure de son nettoyage aussi souvent que nécessaire selon les règles de l'art.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : à compter de la notification du présent rapport

N° 14 : Canal de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Conception
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le laboratoire extérieur de contrôle constate un décalage important de 5 mm entre la valeur de niveau instantané sur le débitmètre, et le niveau de la réglette fixée sur le canal qui pourrait engendrer une incertitude sur le débit réellement rejeté. La lame versante semble déformée.</p> <p>Selon l'exploitant, le débit est validé par le bureau de contrôle et l'agence de l'eau dans le cadre de l'autosurveillance avec un étalonnage à la hauteur zéro de la réglette (le zéro est un zéro hydraulique) et n'a pas d'influence sur la valeur du débit. Toutefois, l'inspection note que les hauteurs sont simulées avec des cales lors des vérifications semestrielles du matériel et que le contrôle dimensionnel n'est pas réalisé par le bureau de contrôle, seul l'aspect visuel est apprécié. (cf. rapport de mars 2022).</p> <p><u>Demande n° 8 :</u> l'exploitant procède <u>au plus tard sous un délai de 3 mois</u> au redressement de la lame versante afin de ne plus avoir de décalage significatif.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois